

VIVRE DANS LES YVELINES

BONNIÈRES-SUR-SEINE

Le maire « pas tenté » par les législatives

On savait la 8^e circonscription des Yvelines « gelée » par le Parti socialiste pour une candidature issue de la diversité. La 9^e, elle aussi, pourrait être bloquée mais cette fois pour les Verts, le PS ayant décidé de ne pas présenter de candidat au profit d'une investiture Europe-Écologie-les Verts. Ce vaste territoire, largement favorable à la droite, compte près de 130 000 habitants répartis sur la région de Houdan, Aubergenville, Guenville, Les Mureaux et Bonnières-sur-Seine. Considéré comme l'un des candidats potentiels, le maire de cette dernière commune préfère, en l'état actuel, refuser d'y aller : « Je ne suis pas tenté », confie Jean-Marc Pomnier (EELV), l'édile de Bonnières-sur-Seine. Je ne sens pas de vraie structure pour porter cette candidature. Et puis cette circo est difficile quand même. Pour l'instant, c'est non. »

POISSY

Le giratoire de la Coudraie débarrassé de la déchèterie sauvage

Les déchets s'amoncèlent à Poissy au giratoire de la Coudraie. La municipalité veut prendre des mesures la semaine dernière afin de faire disparaître cette déchèterie sauvage, située en bordure de la D 113 et de la bretelle d'entrée de la 14. Alors que le terrain appartient au conseil général, la ville va acquérir la parcelle à titre gratuit. Il s'agit en fait d'un chemin de desserte locale qui sera intégré dans le domaine public communal. Le département prendra en charge l'enlèvement de l'énorme monticule de déchets et participera au financement de l'installation d'une barrière pour fermer l'accès.

VERSAILLES

La patinoire écologique est ouverte

Fans de glisse à vos patins. La patinoire écologique installée sur le parking de l'hôtel de ville est ouverte jusqu'au 2 janvier. Jusqu'au 15 décembre elle est accessible les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 13 h 30 à 19 heures et les mercredis, samedis et dimanches de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 19 heures. Pendant les vacances scolaires, elle sera ouverte tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 20 heures.

■ Entrée : 6 €, 5 € pour les moins de 8 ans, avec location des patins ; 4 € sans les patins.

RAMBOUILLET

Un débat pour l'avenir de la Bergerie nationale

Les membres de l'association BN forever organisent le 5 décembre, à 20 h 30, un débat citoyen sur le thème « L'implantation d'un campus universitaire a-t-elle un sens ? Pourquoi remettre en cause le projet d'établissement de la Bergerie nationale ? ». Le comité de soutien s'inscrit de l'installation prévue d'un IUT de l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines qui pourrait pénaliser le développement des activités de la Bergerie nationale.

■ Lundi 5 décembre 2011 à 20 h 30, amphithéâtre de la Bergerie de Rambouillet. Entrée libre dans la limite des places disponibles.

CERNAY-LA-VILLE

Le réseau de contrefaçons approvisionnait l'Île-de-France

Hier matin, seuls trois des quatorze prévenus soupçonnés d'avoir participé à un réseau de contrefaçons de produits de luxe entre 2004 et 2006 se sont présentés devant le tribunal de grande instance de Versailles. Le couple de Cernay-la-Ville, dont l'interpellation par les gendarmes a permis de mettre au jour cette filière de contrefaçon, brûle par son absence. A la barre, un chauffeur italien et deux fournisseurs du couple des Yvelines, l'un chinois, l'autre marocain, font face au tribunal.

Pour la première journée de ce procès qui doit s'achever mercredi, la présidente s'est attachée à décrire ce réseau très structuré et son organisation. A sa tête, une Chinoise de 45 ans, aujourd'hui introuvable. Avec son lieutenant, une autre Chinoise, elle passait commande dans des

usines en Chine de produits contrefaits de marques de luxe telles que Chanel, Vuitton, Dior, Gucci, Lacoste...

Toutes ces marchandises étaient acheminées en Italie via la Suisse, puis en France grâce à un chauffeur italien. La logistique est alors assurée par un couple de Chinois et leur fils. « Les livraisons se faisaient plutôt le lundi soir. Un poids lourd déchargeait des cartons de marchandises dans un entrepôt à Alfortville (Val-de-Marne). » Elles étaient ensuite stockées un petit peu partout en Île-de-France, Bobigny, Drancy, La Courneuve, et même dans l'Oise, à Creil. Dans des box, des parkings souterrains et même des appartements spécialement loués pour servir de lieux de stockage. « ce qui prouve la rentabilité de l'affaire », indique la présidente. Ces sacs, parfums, cein-

tures étaient ensuite revendus à un grossiste surnommé « le pape des Arabes », porte de Clignancourt à Paris, et présenté comme le chef de la contrefaçon dans ce secteur.

Des feuilles de comptes font état de gain de 3 000 € à 4 000 € par semaine

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL

C'est d'ailleurs la que venait s'approvisionner le couple de Cernay-la-Ville. Devant les gendarmes, Cédric et Nathalie, anciens gérants d'une superette, ont expliqué s'être livrés à cette activité après avoir été licenciés. Nathalie en a eu l'idée en achetant dans la rue une casquette Dior qu'elle a ensuite revendue sur eBay. Sauf que les investigations des militaires contredisaient les faits et révélèrent que

LES MUREAUX - TRAPPES

Les maires défendent leurs zones franchises

Le Sénat doit étudier aujourd'hui l'article 64 du projet de loi de finances 2012 concernant les zones franchises urbaines (ZFU). Les Yvelines comptent quatre ZFU* et les maires de Trappes et des Mureaux ont souligné hier leurs inquiétudes face au projet du gouvernement. En tablant sur une économie d'environ 500 M€, le gouvernement prévoit la fin du dispositif en 2014, mais souhaite également restreindre les exonérations pour les sociétés qui s'installent dans l'avenir. Réunis dans un collectif national, les deux maires réclament une prorogation des ZFU, le maintien des avantages fiscaux et sociaux et l'application de mesures qui favorisent la mixité sociale et salariale.

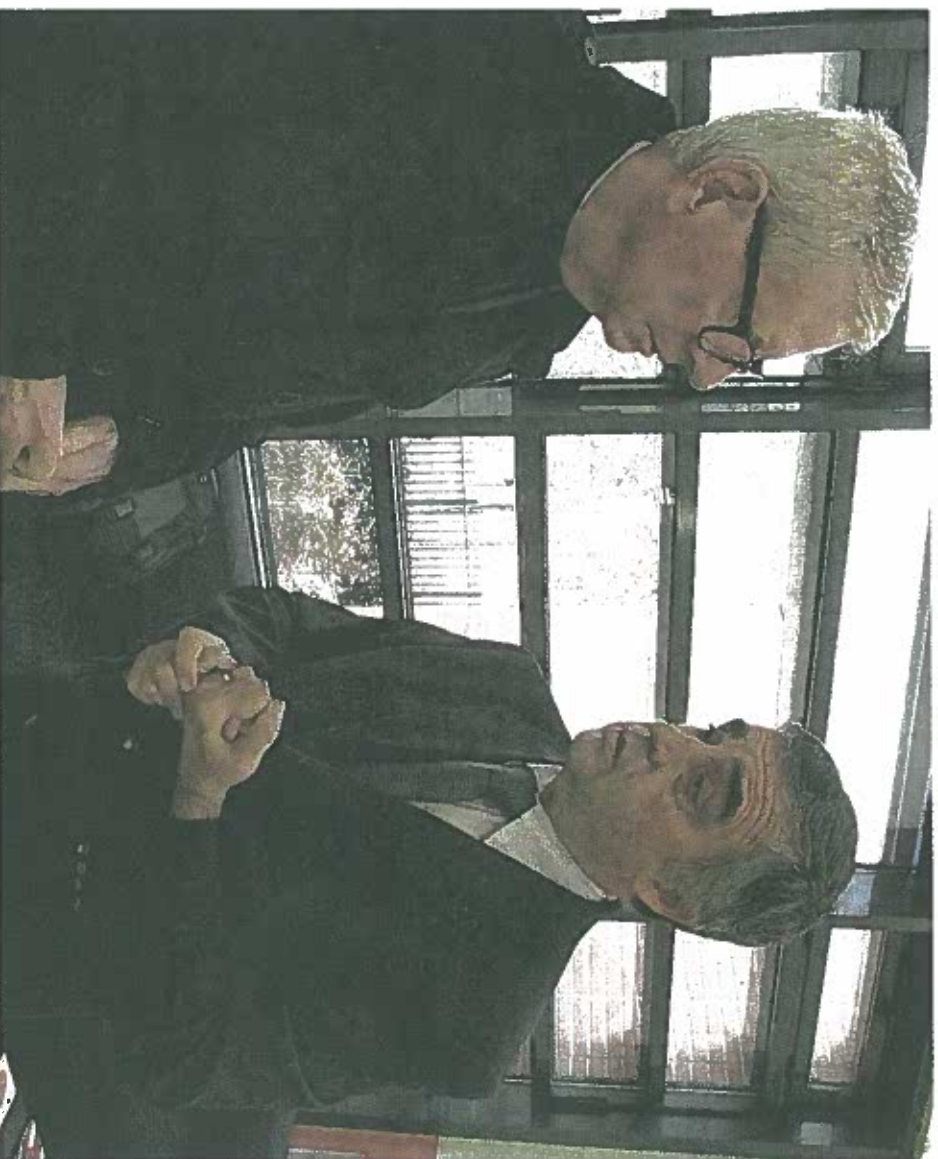
Regrets et inquiétudes

« Les changements voulus par le gouvernement vont abîmer un dispositif qui marche bien », regrette Guy Malandain (PS). Les ZFU apportent du dynamisme économique à des quartiers qui en manquaient cruellement. Il est dommage qu'une simple logique comptable, visant à faire des économies pour le budget 2012, risque de mettre un coup d'arrêt à un travail entamé depuis longtemps. »

François Garay, le maire (DVG) des Mureaux, s'inquiète aussi de cette réforme qui menace « un vrai outil d'aménagement et de développement pour les quartiers ». « Ces zones franches urbaines permettent de créer des PME et des TPE dynamiques, bien adaptées pour créer des emplois à tous les niveaux de qualification », estime-t-il. Pour Fabrice Llinares, le vice-président des Mureaux Entreprises, « si jamais on annulait les avantages des ZFU, plus aucune société ne viendrait s'installer et celles déjà en place se retrouveraient isolées et contraintes au départ ». Après la discussion au Sénat aujourd'hui, le projet de loi de finances sera présenté une seconde fois à l'Assemblée nationale avant adoption.

MAXIME FRESCHMI

* Les Mureaux, Trappes, Mantes-la-Jolie et Sartrouville. Les entreprises qui s'installent dans des quartiers considérés comme sensibles bénéficient d'exonérations fiscales et de charges sociales.



LES MUREAUX, MIER. Guy Malandain (à gauche), maire de Trappes, et François Garay, maire des Mureaux, veulent défendre l'avenir menacé des zones franchises urbaines. (L'P/M.F.)

« Travailler ici, c'est être militant »

KAMAL RIDA ● entrepreneur en zone franche à Mantes-la-Jolie et aux Mureaux

« S'installer en zone franche est bien sûr intéressant financièrement pour les créateurs d'entreprise mais nous contribuons aussi au développement économique des villes où nous nous implantons. Sans toutes les sociétés arrivées ici depuis des années, que seraient devenus ces quartiers ? Aujourd'hui, mes entreprises ont :

grandi et ne répondent plus aux critères d'exonération fiscale, mais je reste ici ; j'y suis bien installé, il y a un grand bassin d'emploi, j'ai mon réseau de clients, de professionnels et de partenaires et je sais que je contribue à faire découvrir le dynamisme économique de territoires qui avaient auparavant une image dégradée. J'ai parmi mes

clients des grands groupes français qui achètent chez moi des formations et qui viennent les suivre dans mes locaux au Val-Fourré à Mantes-la-Jolie. Sans le dispositif des zones franchises, jamais ces entreprises n'auraient connu ce quartier. Travailler ici, c'est être militant. »

PROPOS RECUEILLIS PAR M.F.